



Vers un référendum pour l'indépendance au nord de l'Irak...

Par [Cemil Dogac Ipek](#)

Mondialisation.ca, 06 août 2017

[TRT](#) 4 août 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [IRAK](#)

L'administration régionale de l'Irak du Nord a annoncé qu'elle allait effectuer le 25 septembre 2017, un référendum pour son indépendance. Dans notre programme de cette semaine, nous allons analyser ce référendum ainsi que ses retombées sur la région. Nous vous présentons l'

Le chef de l'Administration régionale d'Irak du Nord, Massoud Barzani, a annoncé que le référendum sur l'indépendance allait officiellement avoir lieu le 25 septembre 2017. L'administration n'a pas encore réussi à recevoir le soutien interne et externe souhaité pour ce référendum. Hormis le Parti démocratique du Kurdistan, aucun des grands partis n'a fait de déclaration officielle sur un soutien au référendum. Quant aux Turkmènes et Arabes qui représentent une forte population dans la région, ils ne sont pas favorables à la réalisation de ce référendum.

Le souhait d'une indépendance de la famille Barzani n'est pas récent. D'ailleurs, le référendum sur l'indépendance n'est pas non plus une nouvelle politique des kurdes, car leur souhait d'indépendance remonte à près d'un siècle. En 1921, les kurdes n'étaient pas favorables à un pays (l'Irak, ndlr) mandaté par les Britanniques. Ils ont lancé un soulèvement en 1932 sous le leadership du Mollah Ahmet Barzani, mais n'ont pas réussi. Ce sujet préserve sa place dans l'actualité des kurdes depuis l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis.

L'administration régionale n'arrive plus à verser un salaire régulier aux fonctionnaires depuis ces deux dernières années. Son économie est au bord d'un arrêt total. En outre, plus d'un million d'Irakiens ont été contraints d'émigrer vers les zones contrôlées par l'administration régionale suite à l'apparition de Daesh et des conflits. Malgré tous ces problèmes, certains développements ont réjoui l'administration régionale. La coalition internationale constituée contre Daesh, forme depuis deux ans les Peshmergas. Par rapport à deux ans auparavant, l'administration régionale détient actuellement une force armée plus professionnelle, mieux organisée et mieux équipée en matière d'armes. De plus, les Peshmergas se sont installés dans les régions d'où Daesh a été repoussé et n'en ressortent plus. Une grande partie des zones disputées depuis 2005 entre l'administration centrale irakienne et l'administration régionale est aujourd'hui sous le contrôle de l'administration régionale. Les régions potentiellement riches en pétrole au nord de Mossoul ainsi que les régions abritant des réserves pétrolières à Kirkouk font partie de ces zones.

L'une des principales motivations de Barzani concernant la réalisation d'un référendum est la suivante : Il veut proclamer l'indépendance sans se présenter en tant que candidat à

l'issue du référendum. Par la suite, il va soutenir un chef d'Etat provisoire. Si, en 2018, la milice qui se sera renforcée en Irak, arrive à porter Maliki ou un politicien similaire au pouvoir, alors il va prôner l'indépendance et devenir le premier chef d'un Etat kurde.

Les Arabes et Turkmènes d'Irak, un des peuples anciens de la région, ont vivement réagi à la décision de référendum. Cependant, ils n'ont aucune politique ni force armée capables d'empêcher la réalisation de celui-ci. Si les Arabes et les Turkmènes se renforcent à l'avenir, ils vont faire leur possible pour reprendre leurs terres.

Du point de vue des pays régionaux, la conjoncture a changé ces dernières années. Depuis la crise qatarie, l'Arabie saoudite mène des activités auprès de l'opinion publique en vue de soutenir l'indépendance de l'administration régionale. Quant à Israël, il reflète dorénavant ouvertement son soutien d'antan à cette indépendance. Pour ce qu'il est de la Turquie et de l'Iran, deux acteurs importants de la région, ils critiquent la tenue de ce référendum.

La conjoncture en Irak et au Moyen-Orient offre une grande opportunité à Barzani. Le processus de lutte contre Daesh a assuré une certaine sympathie internationale à Barzani. Barzani doit sûrement penser qu'il ne pourrait avoir meilleure occasion pour l'indépendance en raison de la faiblesse du gouvernement irakien, du fait que plusieurs guerres civiles sont vécues au Moyen-Orient et que l'attention des forces régionales se soient portées sur d'autres domaines. Cette décision de référendum, prise alors qu'il existe de sérieux problèmes en Irak, peut approfondir le chaos dans la région. En outre, l'organisation de ce référendum est une décision unilatérale contraire à la constitution irakienne. Quel que soit le résultat du référendum, il ne peut apporter de stabilité à la région. Au contraire, il est fort probable que de nouveaux conflits éclatent.

La tentative d'indépendance de l'administration régionale sera une sérieuse provocation vis-à-vis de l'administration centrale irakienne, de la Turquie et de l'Iran. Rappelons qu'au mois d'avril, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait sévèrement critiqué les revendications de droits des kurdes sur Kirkuk et sommé de retirer le drapeau kurde suspendu dans la ville. « La Turquie ne croit aucunement aux balivernes selon lesquelles Kirkuk appartient aux kurdes. Kirkuk appartient en même temps aux Turkmènes, aux arabes et aux kurdes qui y vivent. Si vous persistez dans vos revendications en disant que « Kirkouk est à nous », le tribut à payer sera très lourd » avait averti Erdogan. La décision de référendum qui a été prise malgré les coopérations précédentes, portera un coup de froid aux bonnes relations entre la Turquie et l'administration régionale. En résumé, l'intégrité territoriale de l'Irak et la préservation de l'unité politique sont des principes *sine qua non* de la politique externe turque. Quel que soit le résultat du référendum, il est impossible que l'administration régionale de l'Irak du Nord note une réussite sans le soutien de la Turquie.

Cemil Dogac Ipek

Etude de Cemil Dogac Ipek, chercheur en Relations internationales à l'université Ataturk.

La source originale de cet article est [TRT](#)
Copyright © [Cemil Dogac Ipek](#), [TRT](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca